



2^{eme} Débat d'experts paysans sur les impacts du COVID-19

Mbass mi ak Mbay mi

Samedi 09 Mai 2020

Thème : Fermeture des Marchés hebdomadaires (loumas) et impacts sur la Sécurité alimentaire des populations rurales

Synthèse

Panélistes



Abdoul Hadji BADJI
Agropasteur, SG de la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS) et Président du CRCR de Ziguinchor



Yaram FALL, Transformatrice de produits halieutiques, Vice-présidente CNCR, Chargée de la Pêche, Présidente du Collège des Femmes du CNCR

1 CONTEXTE

Pour assurer un suivi régulier des exploitations agricoles familiales afin d'évaluer les incidences de cette pandémie du COVID-19 sur leurs professions et leurs modes de vie mais leurs stratégies de résilience, le CNCR et IPAR ont initié le « Débat d'experts paysans sur les effets du COVID-19 » ou Mbass mi ak Mbay mi en wolof. Ainsi, chaque semaine une thématique est choisie pour en faire un sujet de discussion dans le groupe WhatsApp du CNCR, avec l'intervention d'un ou de plusieurs invités.

Les informations collectées en cours des débats sont partagées sur plusieurs supports : bulletins d'information, notes d'interpellation, débats internes et points de presse dans le but de faire des propositions alternatives.

Après un premier débat qui a eu lieu le samedi 02 mai, le CNCR et IPAR ont organisé un second débat ce samedi 09 mai sur la thématique : « Fermeture des marchés hebdomadaires et impacts sur la sécurité alimentaire des populations rurales ».

Le débat a démarré à 10h00 mn et a pris fin à 13h30mn dans le groupe WhatsApp du CNCR qui regroupe plus de 250 participants composés de leaders paysans, agents de l'État et d'ONG, partenaires au développement, etc. présents sur toute l'étendue du territoire national. 25 membres du groupe sont intervenus pour poser des questions ou apporter leurs contributions au débat.

Sidy Bâ, porte-parole du CNCR a assuré la modération des discussions. Il a introduit le débat en rappelant le thème et le format de la rencontre virtuelle.

A travers un autre média électronique, twitter, le débat a été prolongé par un journaliste sociologue, initiateur de la tribune citoyen. Il a enregistré à ce niveau 146 interaction (33 retweets et 112 approbations).

2 PREMIÈRE INTERVENTION DES DEUX INVITÉS :

Intervention de Yaram FALL

Durant sa première prise de parole, la vice-présidente chargée de pêche du CNCR et par ailleurs Présidente du collège des femmes du CNCR a relevé qu'il est impossible d'évaluer l'ampleur des dégâts liés à la fermeture des marchés. Les femmes rurales sont les plus touchées, car elles ne sont plus en mesure de vendre des produits agricoles pour subvenir aux besoins de leur famille, que ce soit la production maraichère (légumes) ; élevage (lait ou produits dérivés) ; pêche (poissons), tout est bloqué. On note :

- Des difficultés de transport (cher et inaccessible),
- Le non recouvrement des dettes des Bana-Bana auprès des femmes transformatrices
- Le risque de mévente des produits agricoles, alors que les mois de mars et avril correspondent à une période de bonne production où on tirait profit pour mieux préparer l'hivernage
- Le prolongement de la période de soudure qui sera plus longue cette année

En résumé, les difficultés sont à la fois économiques, sociales et culturelles.

Après avoir décrit l'état actuel de la situation dans le monde rural, la présidente du collège des femmes du CNCR a donné des exemples sur les répercussions causées par la fermeture des marchés. Elle a ainsi donné l'exemple de la commercialisation de la tomate dont la « caisse qui coûtait entre 7500 F et 10.000 est vendue aujourd'hui à 2500 Fcfa ». Les producteurs vendent à perte mais ils sont obligés de brader leurs productions pour survivre. Les moutons se vendent aujourd'hui à 15.000 par les éleveurs pour avoir de quoi se nourrir et assurer l'aliment du bétail.

Pour le domaine lié spécifiquement à la pêche, on a noté une difficulté par rapport aux femmes transformatrices du fait de la fermeture très tôt des quais de pêche. Aussi au niveau des « teffesse¹ ou plages », le temps de fonctionnalité des quais a été réduit. Exemple pour le quai de pêche de Mbour (ouverture 1fois tous les 2 jours). Ce fait a entraîné un besoin de certains pêcheurs à aller débarquer au niveau d'autres quais de pêches. La semaine dernière des pêcheurs ont tenté de débarquer à Yarakh et cela a causé un conflit et des dégâts matériels importants et regrettables entre communautés de pêcheurs.

Intervention de Abdoul Hadji BADJI

Dès le début de son intervention, le Secrétaire Général de la FONGS et Président du CRCR de Ziguinchor, a déploré la non consultation du CNCR par le Président de la République tout au début de cette pandémie, alors que 70% des populations sénégalaises sont des ruraux, membres ou potentiels membres du CNCR.

Il a décrit la situation liée au COVID19 au niveau de la Casamance. Dans cette région, certes, les marchés hebdomadaires ne sont pas très dynamiques / actives comme dans le Bassin arachidier ou dans la vallée du fleuve Sénégal, car ce sont les commerçants qui

¹ Quais de débarquement des captures

venaient acheter directement chez les producteurs. Mais, aujourd'hui avec la fermeture des marchés et les restrictions du transport interurbain, ils ne parviennent plus à se déplacer par conséquent, deux spéculations majeures en souffrent notamment « la mangue et l'anacarde ».

C'était dans les zones comme Kolda et Sédhiou, où il y a des marchés hebdomadaires (loumas) dont le plus connu est le marché de Diaobé, que les gens s'approvisionnaient en denrées alimentaires et ils ne peuvent plus le faire actuellement.

Les Marchés hebdomadaires constituent le poumon de l'économie rurale. Au-delà du fait qu'ils soient des lieux de commercialisation de tous les produits même ceux forestiers surtout non ligneux, c'est aussi un lieu privilégié de convivialité. En les fermant, « on ferme aussi l'économie sénégalaise qui est à terre à cause de cette situation ».

Il a d'ailleurs invité IPAR à mener une étude sur les loumas, afin de mieux déceler son système de fonctionnement, ses fonctions et ses dimensions économiques et socio-culturelles.

De Kolda à Oussouye, les gens souffrent, car ne pouvant plus se déplacer. Ces difficultés viennent s'ajouter à l'insécurité dans la région, d'où l'importance de trouver des solutions adaptées à chaque contexte.

3 PLUSIEURS PROBLÈMES NOTÉS À LA SUITE DE L'INTERVENTION DES DEUX INVITÉS :

A la suite de ces deux communications, les intervenants ont informé de l'état actuel de la situation selon leurs localités et domaines d'activités.

Les échanges ont permis de cartographier les marchés par région.

Le département de Louga :

La fermeture du **market de Keur Momar Sarr** qui est le 2^{ème} plus grand marché de la région de Louga après celui de Dara Diolof, bloque la commercialisation des produits issus des activités agricoles du lac de Guiers dont la patate, l'oignon, la pomme de terre, etc. Même la production qui vient du delta dont le riz, l'aliment de bétail issu du riz est gravement impactée.

L'autre impact porte sur le budget de la commune qui est durement affecté du fait de la baisse drastique des recettes de la mairie issues de ce marché. Les travaux que la commune devrait engager sur **l'électricité**, l'eau et autres investissements risquent de ne plus être possibles.

Par ailleurs, avec cette fermeture, les éleveurs qui vendaient leur bétail dans ce marché pour se procurer des denrées alimentaires ou s'approvisionner en aliments de bétail sont totalement dans le désarroi.

La fermeture de ce marché de Keur Momar SARR entraîne également un arrêt des activités des commerçants dit « dioula », qui se procurent du bétail pour le vendre dans d'autres marchés ou les envoyer à Dakar. Et paradoxalement des camions maliens livrent du bétail à Dakar pour la vente.

Zone des Niayes

Les producteurs de cette zone qui est connue pour son rôle important dans la production des fruits et légumes, subissent de plein fouet la fermeture des marchés hebdomadaires. Le **marché de Darou Khoudoss** a mis en place dès le début de la pandémie un comité de gestion de la crise du COVID-19 . Il avait décidé de la fermeture du marché pendant 15 jours. Mais au bout de 7 jours la famine a commencé à se faire sentir dans les foyers. Une tension sociale commencée à naître dans la localité. Les populations ont voulu à un moment, défier l'autorité et aller recommencer les activités de commerce aux prix de leurs vies. C'est ainsi que le comité a tenu une nouvelle réunion pour revoir la décision et rouvrir le marché tout en mettant en avant les mesures et gestes barrières, notamment le port des masques, le lavage des mains et la distanciation sociale. Mais malgré cela, il est difficile de voir des clients, qui le plus souvent venaient des autres localités du pays pour s'approvisionner en légumes alors que ces produits horticoles sont périssables. Les producteurs sont obligés de les brader.

Fouta (département de Podor)

Beaucoup de villages qui ne pouvaient vendre leur bétail que dans les loumas pour se ravitailler en aliments de bétail et de denrées alimentaires sont actuellement confrontés à des difficultés de sécurité alimentaire.

Région de Kolda

Les **quatre marchés hebdomadaires** de la zone sont fermés. Ce qui engendre d'énormes difficultés pour les populations qui ne parviennent plus à écouler leur mil, bétail, produits forestiers non ligneux, productions maraichères.

La conséquence notée chez les producteurs est le problème de revenus pour acheter des semences et préparer la campagne agricole qui arrive pour bientôt.

Marsassoum, Région de Sédhiou en Casamance

Dans cette localité, on récolte jusqu'à 300kg de gombo tous les 2 jours, mais il n'y a aucune possibilité de commercialisation. Aussi les mangues sont mures mais, les producteurs n'ont pas la possibilité de commercialisation alors que dès les premières pluies les mangues seront pourries.

Région de Kaffrine (Bassin arachidier)

Connue pour ses cultures d'arachide, de mil et de maïs, les populations rurales souffrent de la fermeture de ses 2 **grands marchés hebdomadaires à savoir, Missira et Birkelane**.

Le producteur n'a plus de revenus suffisants pour survivre, mais aussi, il n'a plus la possibilité d'acheter des semences. Il n'a plus où réparer ou acheter du matériel agricole pour bien démarrer l'hivernage.

Région de Saint Louis

Les femmes transformatrices de produits céréaliers confrontées à une double contrainte : Difficile accès à la matière première et difficultés pour acheminer les produits déjà transformés.

Région de Tambacounda

Dans cette région, c'est la présidente du Directoire National des Femmes en Elevage (DINFEL) qui est allé négocier auprès du gouverneur de Tamba la non fermeture du **Daral**². Toutefois, cette décision de non fermeture du Daral s'est fait sous conditions que des certaines précautions soient prises: réduction du nombre de personnes ; aérer l'espace ; installation de lave-mains et distribution de détergent.

Région de Kédougou

Dans cette région, les femmes qui s'activent dans la vente des produits locaux comme le pain de singe, karité, miel disent être confrontées à de réelles difficultés car elles ne peuvent plus vendre les produits qu'elles avaient déjà achetés. Aussi, dans cette localité, les producteurs de maïs sont inquiets de l'arrivée de l'hivernage alors qu'ils n'ont pas encore de semences. Ils demandent une mise en place rapide de l'engrais triple 15 avant l'installation de l'hivernage.

Aussi, à cause de la pandémie, la localité ne reçoit plus de touristes qui faisaient vivre l'économie.

Ranérou, Région de Matam

Les éleveurs de cette localité ont informé des difficultés de commercialisation auxquelles, ils sont confrontés. Ils ne peuvent plus vendre de bétail. D'ailleurs, ils se disent engagés à veiller au respect des mesures sanitaires édictées pour que les marchés soient ouverts.

Vu sous l'angle des filières, les conséquences se présentent ainsi qu'il suit :

Pour la pêche

A travers les bilans simplifiés, il apparait que 95% de la production des pêcheurs est tournée vers le marché ; ce qui permet à ces derniers d'acheter des vivres pour les familles, mais avec le COVID, il n'est plus possible de vendre à plus forte raison d'acheter des vivres. L'exportation du poisson aussi est presque bloquée, avec la fermeture des voies aériennes.

La pêche fonctionne par cycle en plus les femmes transformatrices travaillent à partir des après-midi jusqu'à 00h, mais du fait de l'état d'urgence et la mesure de fermeture, la transformation est réduite au néant

Pour l'aviculture

Le cycle de production d'un poulet est bien déterminé dans beaucoup de fermes. Passé la date de maturation il faut le vendre sinon c'est une perte.

Aussi, la vente des œufs est sévèrement impactée car les aviculteurs n'ont plus la possibilité d'écouler leurs productions au niveau des marchés hebdomadaires.

Les aviculteurs traditionnels n'ont plus la possibilité de venir à Dakar pour écouler leurs productions.

Pour l'élevage

² Forail

Les éleveurs déplorent le fait qu'au moment où leurs marchés soient fermés, ils voient l'arrivée du bétail venant du Mali, alors que les éleveurs locaux qui avaient leurs circuits de marché jusqu'à Dakar, ne peuvent plus mener d'activités.

Ils se demandent comment l'Etat peut-il autoriser les Maliens à venir commercialiser leurs animaux au niveau des marchés de Dakar, par ce que les frontières ne sont pas fermés pour le commerce, alors que les éleveurs Sénégalais n'ont même pas accès à un marché local hebdomadaire.

Compte tenu de la fermeture des loumas et de la réduction de la mobilité et de baisse de revenus, Certains participants estiment que les ménages doivent développer des stratégies d'adaptation. Peut-on retourner au système d'échanges traditionnels (troc simple, ou avec argent)? Comment encourager les échanges de produits alimentaires disponibles entre les ménages afin de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels en attendant une amélioration de la situation?

Sur Twitter, le journaliste sociologue et activiste, Aliou Sambou Bodian a posé le débat à travers ce texte : « Pendant qu'à Dakar et dans certaines villes, les marchés et grandes surfaces sont ouverts, dans le monde rural les marchés hebdomadaires sont interdits depuis plusieurs semaines. Le troc qui faisait vivre éleveurs et paysans est suspendu. Nous courrons vers une famine dans ces zones ».

Ce tweet a fait réagir certaines personnes qui ont estimé qu'une telle mesure n'est ni sanitaire ni sociale et qu'elle va détruire le tissu économique. Des études auraient montré une baisse de 30% du secteur informel sur le PIB. Selon eux, des entreprises effectuent des études de marché pour phagocyter l'informel.

D'autres intervenants ont considéré cette mesure comme une injustice qui sévit depuis le début de la pandémie au Sénégal. Car, ceux qui habitent dans le monde et qui n'ont ni magasins, ni grandes surfaces encore moins un moyen de transport restent sur place ou pour voyager, ils sont obligés de faire des détours pour disposer de produits alimentaires.

Il y a également des participants qui ont informé que dans les îles, leurs parents qui se déplaçaient avec leurs pirogues chaque semaine pour se procurer des légumes ou revendre leurs marchandises ne peuvent plus faire de telles activités qui leur permettaient de nourrir la famille.

Pire, l'aide alimentaire n'est pas encore arrivée dans plusieurs de ces localités. Actuellement des Téléthons s'organisent nous ont-ils informés sur twitter.

4 LES RECOMMANDATIONS FORMULÉES

A la suite des différentes discussions, les participants ont formulé plusieurs recommandations :

Sur le court terme

1. Plaidoyer

- Implication du CNCR dans le comité de suivi du COVID ; CNCR **ÉTAT**
- Point de presse du président CNCR pour exprimer la voix paysanne sur la situation

2. Communication

- Renforcement de la présence des Organisations Paysannes du CNCR sur les plateaux de télé pour faire entendre leurs difficultés et interpeller l'État, CNCR, IPAR
- Achat des temps d'antenne auprès des médias ;CNCR
- Communication de proximité a la base CNCR, ONGs
- Organisation d'un débat télévisé pour le monde rural pour plus de lisibilité et de visibilité par les autres secteurs d'activités impactés CNCR, IPAR

3. Commercialisation

- Note et engagement des ministères du commerce, de l'Agriculture , de l'Élevage et des Pêches pour la réouverture des marchés en collaboration avec les collectivités territoriales. MIN COMMERCE, INTERIEUR, COLLECTIVITES LOCALES
- Promotion des mesures sanitaires adaptées pour la réouverture des marchés du bétail avec des CNCR MEPA, ÉTAT

4. Mitigation des effets et amélioration de la résilience

- Priorisation des solutions conjoncturelles avant les solutions structurelles CNCR, IPAR
- Préparation de la campagne pour l'hivernage 2020/2021 avec la facilitation de l'accès aux semences et intrants de qualité ; CNCR MEPA, MAER
- Formation des populations rurales en capacité de résilience CNCR, MEPA, MAER, MINCOMM

Sur le moyen et long terme

1. Commercialisation

- Réflexion pour la mise en place d'une Radio CNCR avec de futurs relais ruraux, réfléchir à une intégration des radios locales dans la stratégie de communication du CNCR Cela permettra de prendre en charge la propre bataille de communication CNCR.

2. Commercialisation

- Réalisation d'une étude [méta revue] sur le système de fonctionnement des loumas afin de mieux décèler le rôle qu'ils jouent auprès des populations rurales (poumon de l'économie rurale) IPAR- ARM, FNDAS, etc..
- Association du CNCR à la gestion des marchés CNCR, ARM, MIN COMMERCE
- Mise à échelle de l'initiative "commerce équitable" développée à travers le programme ADC pour un échange de produits entre les acteurs, CNCR, ASPRODEB

5 LISTE DES PARTICIPANTS

N°	Nom - Prénom	Profil – fonction	Structure	Localité
1	Sidy BA	chargé de communication CNCR modérateur	CNCR	Gandiaye/kaolack
2	Abdou Hadji Badji	SG FONGS et président du CRCR de	CRCR	Ziguinchor
3	Yaram Fall	Vice – présidente du CNCR chargée de la Pêche et Présidente du collège des femmes	CNCR	Saint Louis
4	El Hadj Thierno Cissé	Coordinateur cellule d’appui technique	CNCR	Dakar
5	Adama DIOP	Membre collège des jeunes CNCR	FENAB	Louga
6	Serigne Segnane	Chargé de programmes	CNCR	Dakar
7	Babacar DIOP	Président ASPRODEB	CNCR/ASPRODEB	Ross Bethio
8	Ndeye Oulimata NIANE	Productrice d’oignon	Collège Femme CNCR	Podor
9	Adja Aida CISSE	Présidente Plateforme Genre et Foncier de Darou Khoudoss, productrice agricole	CNCR	Darou khoudoss
10	Abdoulaye SAMBA	Coordinateur technique	FENAGIE Pêche	Dakar
11	Ardo Sow	Chargé de programmes ENDA Pronat	Enda Pronat	Keur Momar Sarr
12	Maguette Ndiaye	Membre collège des Femmes	FONGS	Taiba Ndiaye/Niayes
13	Ndiakhate Fall	Secrétaire Général UGPM	UGPM/CNCR	Mékhé
14	Cheikh Tidiane WADE	Enseignant-Chercheur	Université Ziguinchor	Ziguinchor

15	Badara Seck	Animateur foncier, producteur	CNCR	Saint Louis
16	Aminata Niang	Chercheur	IPAR	Dakar
17	Babou Ndaw	Producteur agricole	CNCR	Kaffrine
18	Awa Djigal	Transformatrice artisanale halieutique, Membre collègue femmes CNCR	FENAGIE PECHE/CNCR	Dakar
19	Dieynaba Sidibe	Pésidente DINFEL	CNCR/DINFEL	Tamba
20	Khadijatou Diallo	Secrétaire Générale GIPA Ndofane Laghem	CNCPA	Ndoffane
21	Oulimata Ly	Membre collègue des femmes CNCR	CNCR	Podor
22	Amadou Makhtar MBODJ	Secrétaire Général CNCR	CNCR	Dakar
23	Ngoné Fall DIOP	Chargé de la gestion des connaissances	IPAR	Dakar
24	Aissatou Babou	Éleveur, présidente comité consultatif	DIRFEL	Département de Ranérou
25	Mamadou Diop	SG Adjoint du collège des jeunes du CNCR	CNCR	Kaolack